



**CONTREPIED**



Fresque de l'artiste  
Novadead près du siège de  
la Commission européenne,  
Bruxelles, 12 octobre 2021  
© Isa Harsin/Sipa

**CELA VA MIEUX  
EN LE DISANT**

LE PRINCIPE HABITUEL selon lequel « on reproche à l'Europe de ne pas faire ce qu'on lui a interdit » aurait-il vécu ? Dans la crise sanitaire, l'Union européenne a su se montrer réactive et efficace. Elle poursuit par ailleurs, à son rythme, une réelle intégration qui aide ses États membres à assumer leurs missions dans un contexte de plus en plus difficile. Se souvient-on combien l'Union européenne a été critiquée au début de cette année 2021 à propos de son programme de préfinancement de la production de vaccins ? Sept mois plus tard, l'Europe est le continent qui occupe le premier rang en matière de distribution aux citoyens et de production. Elle a d'ailleurs exporté plus d'un milliard de doses. Un vrai succès, trop ignoré. Le passeport sanitaire européen est reconnu par la plupart des États de la planète. Hera, une agence européenne dotée de 6 milliards d'euros, est d'ores et déjà chargée de l'anticipation et de la réaction aux crises sanitaires. La mise en commun de la capacité financière des Européens ainsi que de leur savoir-faire scientifique, et la volonté de réagir ensemble à ce virus inconnu ont porté ses fruits. L'Union ne disposait pourtant pas des compétences juridiques nécessaires. Ce sont les chefs d'État et de gouvernement qui en ont éprouvé la nécessité pour répondre à une urgence qu'ils estimaient ne pas pouvoir affronter seuls. Une Europe de la santé s'est mise en marche. Le plan de relance européen a mobilisé plus de 3 000 milliards d'euros, c'est-à-dire autant que celui des États-Unis. Pour la première fois, faisant face aux conséquences inédites de l'arrêt brutal des activités économiques, le budget européen a été sollicité, traduisant une

**JEAN-DOMINIQUE GIULIANI**  
**PRÉSIDENT DE LA FONDATION ROBERT-SCHUMAN**  
Il a notamment publié, avec Pascale Joanin, *Atlas permanent de l'Union européenne* (Éditions Marie B, 2021, 5e éd.).

solidarité nouvelle envers les pays les plus affectés au moyen de prêts et de subventions. Aux 750 milliards du plan de la Commission, désormais autorisée à se financer sur les marchés de capitaux, s'ajoutent les plans de relance nationaux et 1 200 milliards d'euros de facilités mises à disposition par la Banque centrale européenne. Les Européens ont tiré les leçons des crises précédentes : ils avaient tardé à s'entendre ; ils ont, cette fois-ci, envisagé leurs intérêts nationaux dans une vision plus large et plus solidaire. Le « quoi qu'il en coûte » n'aurait pas été possible sans

l'euro et l'Europe. Enfin, les coopérations en matière de sécurité ont progressé : un procureur européen lutte contre les atteintes aux intérêts de l'Union, magistrats et policiers multiplient les enquêtes transnationales, utilisant Europol et Eurojust ;

le Fonds européen de défense soutient les coopérations en matière d'armement avec dès cette année 1,2 milliard pour l'industrie européenne ; l'Initiative européenne d'intervention réunit douze pays qui partagent leurs officiers pour anticiper les crises du futur ; les Européens élaborent une « Boussole stratégique », véritable revue des risques et des menaces susceptibles de les concerner. Il y aura donc une stratégie européenne globale. Autant de domaines qui ne relevaient pas des compétences des institutions communes prévues par les traités, mais que les gouvernements du continent ont su partager pour être plus efficaces. Pour la poursuite de leurs objectifs d'intérêt général et la mise en œuvre de leurs politiques publiques, les États européens coopèrent chaque jour davantage. On ne le sait pas toujours. Cela va mieux en le disant ! ¶

# **EUROPA, NOTRE HISTOIRE**

Étienne François  
& Thomas Serrier  
(dir.)

Les Arènes, 2017

Une somme qui réunit une centaine d'historiens et d'intellectuels d'Europe et d'ailleurs pour interroger de façon originale l'héritage européen et son inscription dans le monde contemporain.